

Unité départementale de l'Isère
17, boulevard Joseph Vallier
38000 GRENOBLE

Grenoble , le 13/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



UP SGI ULTRAPROPRETE SEYSSINET 2

20 rue de la Tuilerie

38170 SEYSSINET PARISSET

Références : 2022-Is049T4

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2022 dans l'établissement UP SGI ULTRAPROPRETE SEYSSINET 2 implanté 20 rue de la Tuilerie 38170 SEYSSINET PARISSET. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UP SGI ULTRAPROPRETE SEYSSINET 2
- 20 rue de la Tuilerie 38170 SEYSSINET PARISSET
- Code AIOT dans GUN : 0003202258
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société UP-SGI exploite à Seyssinet-Pariset des installations dédiées à la mise en ultra propreté de pièces et d'éléments issus des équipements de process des unités de production de l'industrie du semi-conducteur. Les éléments traités sur le site sont essentiellement des pièces métalliques contaminées par des dépôts survenus dans des équipements de process. Ces pièces nécessitent, pour être ré-utilisées, un nettoyage chimique et/ou un traitement mécanique.

L'exploitant nous a indiqué que UP SGI a fusionné avec la société Cleanpart France fin novembre 2020 ce qui a conduit à un changement de raison sociale.

L'exploitant nous informa que sa situation administrative n'a pas changé malgré une variation dans les volumes des bains. Ci-après le tableau des activités de la société:

Rubrique	Désignation des activités	Volume de l'activité	Régime
4110-2	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. Substances et mélanges liquides	3750 kg : <ul style="list-style-type: none"> Bains à base HF (conc.>10 %) : 3220kg HF en bidons : 350 kg 	A
2565-2	Revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimiques Procédé utilisant des liquides	4400L maxi en 5 cuves : au 24 mars 2022, la quantité de bain annoncée est de 3464 L <ul style="list-style-type: none"> 2x900 L 1200L 500L 600L 750L Au lieu du 2x700 L, 2x880L, 1x1220L et bac de 20L , cités dans le tableau des activités de l'arrêté du 16-04-2020.	E
4120-2	Toxicité aiguë catégorie 2 pour l'une au moins des voies d'exposition Substances et mélanges liquides	2706 kg : bains à base d'HF (conc.<10%)	D

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale – risques incendie dans les installations de traitement de surfaces
- Action régionale coup-de-poing – risques incendie dans les ICPE

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Préfectoral du 16/04/2020, article 8.4.3.III	/	Mise en demeure, respect de prescription
Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
Recensement des parties à Risques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10	/
Installations électriques – conception	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	/
Moyens de lutte incendie – moyen d'alerte	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	/
Comportement au feu des structures – caractéristiques minimales	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 11	/
Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 13	/
État des matières stockées – Cas général	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46	/
Mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 16/04/2020, article 8.6.1.6	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sans système de rétention, les eaux d'extinction d'incendie sont susceptibles d'engendrer une pollution du milieu environnant extérieur.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Recensement des parties à Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Locaux à risques : Zonages internes à l'établissement
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphère nocive ou explosible pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement à jour.</p> <p>La nature exacte du risque et des consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p> <p>Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 tels que définis à l'article 2 sont systématiquement à considérer dans ce recensement.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.</p> <p>L'exploitant tient également à disposition de l'inspection des installations classées un plan tenu à jour de l'ensemble des cuves de l'installation précisant pour chacune d'elle ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximal, pH, nom, utilité, concentration, composition...).</p>
Constats : <ul style="list-style-type: none">• Cette prescription est conforme.• L'exploitant informe la DREAL qu'il va rajouter le PH dans les données inscrites sur le plan général des ateliers et des stockages.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques – conception

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques - mise à la terre
Prescription contrôlée : Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuées suivant les règles de l'art et distincte de celles des installation de protection contre la foudre. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées. Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent. Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts.
Constats : <ul style="list-style-type: none">• L'exploitant ne dispose pas d'installations de chauffage.• Cette prescription est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – moyen d’alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : a) D'un moyen d’alerte des SIS b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. e) Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.
Constats : <ul style="list-style-type: none">• Cette prescription est conforme• Sur la voirie, la DREAL note de la présence de deux poteaux incendie dont un à environ 80 mètre. L'exploitant indique que le SDIS a confirmé que le débit de 60 m³ par heure pendant 2 heures était disponible.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2020, article 8.4.3.III

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie

Prescription contrôlée :

Stockages et rétentions – Rétentions des eaux d'extinctions.

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incident, y compris les eaux d'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement d'un volume minimal de 130 m³.

Le confinement des eaux à l'intérieur du bâtiment est conditionné aux points suivants:

- Tous les regards situés à l'intérieur du bâtiment seront condamnés ou un dispositif de coupure(vanne, obturateur) les maintiendra isolés du réseau des eaux pluviales.
- Le système de commande de la fermeture devra être maintenu opérationnel même en cas de défaut de l'alimentation électrique. L'exploitant procédera utilement à la mise en place d'un dispositif de défense active garantissant l'efficacité du système dans les conditions de la pertes des utilités.
- La hauteur d'eau à l'intérieur du bâtiment ne devra pas excéder 20 cm et l'exploitant est en mesure de garantir que le volume de rétention est suffisant au regard de cette contrainte. Il est interdit d'utiliser comme rétention les voiries de dessertes ainsi que celles destinées à la circulation des engins et des personnels des équipes de secours.

Les quais de chargement ne peuvent qu'exceptionnellement servir de rétention. Dans ce cas, la hauteur maximale ne peut pas excéder 20 cm.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionné très rapidement et en toutes circonstances.

Constats :

L'exploitation ne possède pas de système permettant de confiner les eaux d'extinction d'incendie.

- Suite à la crise sanitaire et au manque de matières premières, l'exploitant explique à la DREAL qu'il a du mal à trouver un maçon pour réaliser les travaux nécessaires.
- L'exploitant possède un devis, mais le maçon ne pourra pas intervenir avant environ 9 mois. L'exploitant présente un mail d'échange avec le maçon datant du 23-03-2022 à la DREAL.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – organes de commande

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement. Les dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement. Les produits récupérés en cas d'accident ou d'incendie ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux dispositions de l'article 33 ou sont éliminés comme les déchets.
Constats : Il n'y a pas d'affichage puisqu'il n'y a pas de système de rétention
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Comportement au feu des structures – caractéristiques minimales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 11

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives

Prescription contrôlée :

Le bâtiment abritant l'installation présente au moins les caractéristiques de comportement au feu suivantes :

Les caractéristiques minimales sont:

- Structure R 30 ;
- Murs extérieurs en matériaux A2s1d0.
- Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations.

Les locaux à risque (recensement à risques article 10 + chaufferie)

- Caractéristiques minimales :- murs et parois séparatifs REI 120 ;
- planchers EI 120 et structures porteuses de planchers R 120 portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120.
- Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations.

Cas spécifique – aménagement aux dispositions locaux à risques en l'absence de tout stockage ou emploi de liquide inflammable, uniquement si respect des 2 conditions :

- Détection incendie dans locaux à risques avec report d'alarme sonore et visuel sur site permettant l'intervention dans les meilleurs délais du personnel formé aux moyens de lutte contre l'incendie
- la structure R 30 et les murs extérieurs en matériaux A2s1d0.
- Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations.

Constats :

- L'exploitant indique à la DREAL qu'ils sont dans le cas spécifiques car il ne possède pas de stockage ou emploi de liquide inflammable.
- Cette prescription est conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Désenfumage – présence de DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux à risque (cf art. 10) sont équipés en partie haute de DEFNC, adaptés aux risques particuliers.</p> <p>Les équipements sont conformes à la norme NF EN 12 101-2, la version de décembre 2013, (ou autres normes qui permet de garantir une efficacité équivalente).</p> <p>La surface utile est à minima > 2 %.</p> <ul style="list-style-type: none">• Si la superficie à désenfumer (sans canton) est supérieure à 1600m², la surface est à déterminer selon la nature des risques. <p>L'amenée d'air frais d'une surface libre est égale à la surface géométrique de l'ensemble des DEFNC du plus grand canton .</p> <p>Présence de commandes automatique et manuelle.</p> <p>Le réarmement (fermeture) doit être possible depuis le sol (local, ou zone de désenfumage si cantonnement)</p> <p>La commandes d'ouverture manuelle est à proximité des accès, clairement signalées et facilement accessibles.</p> <p>Le réglage des dispositifs d'ouverture automatique des exutoires, lorsqu'ils existent, sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique, si l'installation en est équipée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Cette prescription est conforme.</p> <p><i>remarque:</i></p> <ul style="list-style-type: none">• l'emplacement de la commande manuelle (commande coup de poing) à l'une des deux entrées du bâtiment se trouve dans l'alcôve menant à l'accès.• L'exploitant explique à la DREAL que les trappes de désenfumages s'ouvrent dès que la température excède 80 °C environ.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : État des matières stockées – Cas général

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46
Thème(s) : Risques accidentels, Action coup de Poing
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none">• Cette prescription est conforme.• Remarque: L'exploitant possède au maximum l'équivalent d'une palette de carton.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2020, article 8.6.1.6
Thème(s) : Risques accidentels, liste des MMRs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant rédige une liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de danger et des opérations de maintenance qu'il y apporte. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux.</p> <p>Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de danger, en état de fonctionnement selon les procédures écrites.</p> <p>Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.</p> <p>En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.</p> <p>L'exploitant met en place les mesures de maîtrise des risques (MMR) suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none">• Une procédure encadre les opérations de livraison et d'expédition de produits chimiques ou d'effluents. Cette procédure permet de garantir que les opérations d'empotage et de dépotage vrac ainsi que les opération de livraison ou d'expédition de produits chimiques sont réalisés sur une zone garantissant la collecte en cas de déversement.• Les volumes unitaires des conditionnements de produits en emballages commerciaux sont limités à 200 litres.• Les équipements associés aux activités de traitement de surface sont vides pendant les périodes de non-fonctionnement.• Les installations sont mises à l'arrêt en dehors des heures de fonctionnement (hors dispositifs de sécurité et de ventilations)
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none">• L'exploitant explique a la DREAL que lorsque les baignoires de la salle chimie-quartz ne sont pas utilisés, le personnel doit les vider et les produits sont envoyés dans le "Bunker", zone de stockage des baignoires.• Un système de va et vient est mis en place, ce qui permet au personnel de les vider facilement et plusieurs fois par jour et en cas de départ de feu. si personne n'est dans la salle et qu'il y a un départ de feu, les baignoires seront forcement dans le "Bunker".• La fiche consigne est sur place dans un classeur facilement accessible. La DREAL a consulté ce document.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet